

2022 GLOBAL REPORT ON FOOD CRISES

JOINT ANALYSIS FOR BETTER DECISIONS

EN BREF | RAPPORT MONDIAL SUR LES CRISES ALIMENTAIRES (GRFC 2022)

Comprendre l'insécurité alimentaire aiguë – un regard en arrière sur les six années du Rapport mondial sur les crises alimentaires

À l'échelle mondiale, les niveaux de la faim restent alarmants. En 2021, ils ont dépassé tous les records précédents, comme l'indique le rapport mondial sur les crises alimentaires (GRFC). Selon les conclusions du GRFC 2022, près de 193 millions de personnes réparties dans 53 pays/territoires sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë et ont besoin d'une aide urgente. Ce chiffre représente une augmentation de près de 40 millions de personnes par rapport au précédent record atteint en 2020 (mentionné dans le GRFC 2021).

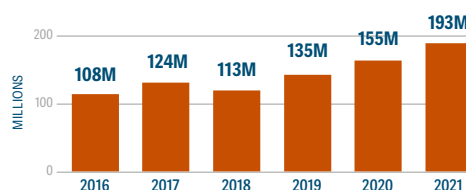
Cette augmentation doit être interprétée avec prudence, car elle peut être attribuée à la fois à une aggravation de la situation d'insécurité alimentaire aiguë, mais aussi à une augmentation substantielle (22 pourcent) de la population analysée entre 2020 et 2021. Cependant, même en considérant la part de la population analysée en situation de crise ou pire (IPC/CH Phase 3 ou plus) ou équivalente, la proportion de la population dans ces phases a augmenté depuis 2020.

L'analyse des résultats des six éditions du GRFC montre une augmentation de 80 pourcent du nombre de personnes depuis 2016, année où environ 108 millions de personnes réparties dans 48 pays se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë et avaient besoin d'une aide urgente (situation de crise ou pire (IPC/CH Phase 3 ou plus) ou équivalente).

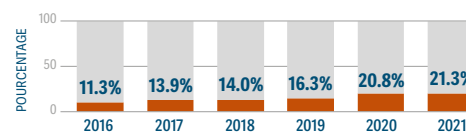
Si l'on compare les 39 pays/territoires restés en situation de crise alimentaire au cours des six éditions du GRFC, le nombre de personnes en situation de crise ou pire (Phase 3 ou plus de l'IPC/CH) ou équivalente a quasiment doublé entre 2016 et 2021 – passant de 94 millions à près de 180 millions.

Cette augmentation au cours des six années couvertes par le GRFC – tant en termes de chiffres absolus que de pourcentage de

La population en situation de crise ou pire (IPC/CH Phase 3 ou plus) ou équivalente a presque doublé entre 2016 et 2021



Le pourcentage de la population analysée dans ces phases a également presque doublé entre 2016 et 2021



Pour plusieurs pays, FEWS NET a produit des estimations inférieures à celles fournies par les groupes de travail techniques de l'IPC/CH.

Source : FSIN & GNACF, 2017-2021 ; FSIN, utilisant les données de l'IPC, CH, FEWS NET, PAM, HNO et SEFSec.

la population analysée dans les trois phases IPC les plus élevées – reflète une plus grande disponibilité des données sur l'insécurité alimentaire aiguë, une couverture géographique plus large, des chiffres de population révisés et une détérioration des contextes de sécurité alimentaire dans plusieurs pays.

En 2022, l'insécurité alimentaire aiguë à l'échelle mondiale devrait encore se détériorer par rapport à 2021. En particulier, la crise actuelle en Ukraine ne pourra qu'aggraver les prévisions

FIGURE 1

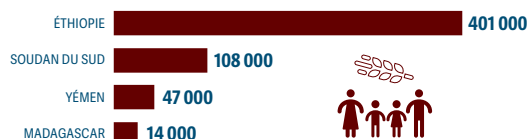
Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) et Cadre harmonisé (CH)

Phase 1 Aucune/Minimale	Phase 2 Sous pression	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Catastrophe/Famine
Les ménages sont capables de couvrir leurs besoins essentiels, alimentaires et non alimentaires, sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles pour accéder aux aliments et aux revenus.	Les ménages ont une consommation alimentaire adéquate minimale et ne peuvent se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles sans adopter des stratégies d'adaptation au stress.	Les ménages ont des déficits alimentaires considérables avec une malnutrition aiguë élevée ou supérieure à la normale ou un épuisement accéléré des moyens d'existence ou recourent à des stratégies d'adaptation de crise.	Les ménages ont des déficits alimentaires importants provoquant une malnutrition aiguë très élevée et une surmortalité excessive ; ils sont confrontés à une perte extrême des moyens d'existence ou ont recours à des stratégies d'adaptation d'urgence.	Les ménages ont un extrême manque de nourriture et/ou ne peuvent satisfaire d'autres besoins de base. Ils font face à l'inanition, le décès, le dénuement et à des niveaux extrêmement critiques de malnutrition aiguë.

Action pour la réduction des risques de catastrophe et la protection des moyens d'existence

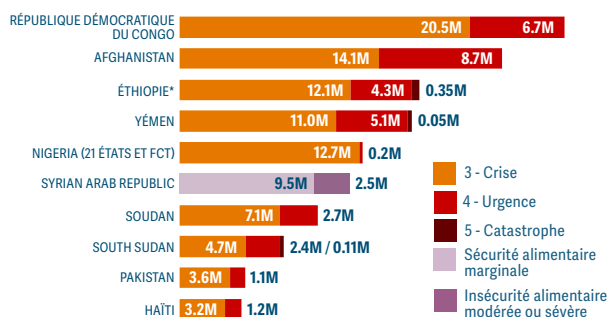
ACTION URGENTE REQUISE

570 000 personnes ont été confrontées à une situation de catastrophe (Phase 5 de l'IPC) dans quatre pays en 2021 – le nombre le plus élevé de l'histoire du GRFC.



Source : FSIN, à partir des données de l'IPC

Dix pays/territoires ayant le plus grand nombre de personnes en situation de crise ou pire (IPC/CH Phase 3 ou plus) ou équivalente en 2021



* Ces estimations consolidées combinent deux analyses de l'IPC – l'analyse d'octobre 2020 des zones dépendantes de Belg et Meher (couvrant janvier-juin 2021) et la mise à jour de mai 2021 des zones affectées par le conflit de Tigray, Afar et Amhara (couvrant mai-juin 2021). Le gouvernement éthiopien n'a pas approuvé l'analyse de mai.

Source : FSIN, à partir des données de l'IPC, du CH et du PAM; GRFC 2022.

d'insécurité alimentaire aiguë déjà sévères pour 2022 et présentées dans ce rapport, étant donné que les répercussions du conflit sur les prix et les approvisionnements mondiaux en produits alimentaires, énergie et engrais n'ont pas encore été prises en compte dans la plupart des analyses de projection au niveau des pays.

Le GRFC se concentre sur les crises alimentaires lorsque les capacités locales de réponse sont insuffisantes et une mobilisation urgente de la communauté internationale devient indispensable, ou encore dans les pays/territoires où il est devenu évident que l'ampleur et la sévérité de la crise alimentaire dépassent les ressources et les capacités locales nécessaires pour y répondre efficacement.

Il fournit des estimations pour les populations des pays/territoires où des données sont disponibles sur la base du Cadre intégré classification de la sécurité alimentaire (IPC) et du Cadre harmonisé (CH) ou de sources comparables. Les populations en situation de crise ou pire, (IPC/CH Phase 3 ou plus) ou équivalente, ont en effet un besoin urgent d'aide alimentaire et de soutien à leurs moyens d'existence.

Un regard plus approfondi sur 2021

En 2021, près de 40 millions de personnes étaient confrontées à des conditions d'urgence ou pires (Phase 4 de l'IPC/CH ou plus) dans 36 pays.¹ Plus préoccupant encore, 570 000 de personnes étaient confrontées à des conditions catastrophiques (Phase 5 de l'IPC/CH) – inanition et mort – dans quatre pays : l'Éthiopie, le Soudan du Sud, le sud de Madagascar et le Yémen. Le nombre de personnes confrontées à ces conditions désastreuses est quatre fois supérieur à celui observé en 2020 et sept fois plus élevé qu'en

2016. Au cours du premier semestre 2021, des zones localisées du Soudan du Sud restaient en famine probable (Phase 5 de l'IPC).

En 2021, 236 millions de personnes supplémentaires se trouvaient en situation de stress (Phase 2 de l'IPC/CH) dans 41 pays/territoires et avaient besoin d'un soutien à leurs moyens d'existence et d'une aide à la réduction des risques de catastrophe pour éviter de sombrer dans une situation de sécurité alimentaire aiguë pire.

En 2021, près de 70 pourcent du nombre total de personnes en situation de crise ou pire (Phase 3 ou plus de l'IPC/CH) ou équivalente se trouvait dans dix pays/territoires en situation de crise alimentaire : la République démocratique du Congo, l'Afghanistan, l'Éthiopie, le Yémen, le nord du Nigeria, la République arabe syrienne, le Soudan, le Soudan du Sud, le Pakistan et Haïti. Dans sept de ces pays, les conflits ou l'insécurité étaient le principaux facteurs de l'insécurité alimentaire aiguë.

Les facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire aiguë en 2021

Les crises alimentaires présentées dans le GRFC résultent d'une combinaison de multiples facteurs qui se renforcent souvent mutuellement. Cependant, les principaux facteurs restent les conflits et l'insécurité. En 2021, près de 139 millions de personnes étaient confrontées à une situation de crise ou pire (Phase 3 ou plus de l'IPC/CH) ou équivalente dans 24 pays/territoires. La cause première de cette situation était les conflits ou l'insécurité.

Ce chiffre marque une nette augmentation par rapport à 2020, lorsque 99 millions de personnes dans 23 pays/territoires affectés par des conflits étaient classées en situation de crise ou pire (Phase 3 ou plus de l'IPC/CH) ou équivalente. Les conflits ou l'insécurité restent les principaux facteurs déterminants dans trois des quatre pays dont la population est en situation de catastrophe (Phase 5 de l'IPC), à savoir l'Éthiopie, le Soudan du Sud et le Yémen.

En 2021, les chocs économiques sont restés la cause principale de la situation de crise dans laquelle avaient plongé 21 pays, avec 30,2 millions de personnes dans une situation de crise ou pire (IPC/CH Phase 3 ou plus) ou équivalente. Toujours en 2021, les prix alimentaires mondiaux ont atteint de nouveaux records sous la poussée d'une combinaison de facteurs, notamment une reprise économique mondiale inégale après la pandémie de COVID-19 et des perturbations généralisées des chaînes d'approvisionnement.

L'inflation des prix alimentaires intérieurs a également augmenté de manière significative dans de nombreux pays à faible revenu. Les pays affectés sont ceux dont la monnaie est faible et qui dépendent fortement des importations de denrées alimentaires, ceux où la fermeture des frontières, les conflits ou l'insécurité ont perturbé les flux commerciaux et où des événements climatiques extrêmes ont drastiquement réduit la production ou la disponibilité des aliments. Ces facteurs macroéconomiques ont eu un impact majeur sur le pouvoir d'achat des ménages les plus pauvres, dont beaucoup subissaient encore des pertes d'emploi et de revenus en raison des restrictions liées à la pandémie.

Les événements climatiques extrêmes ont été les principaux facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire aiguë dans huit pays africains, avec 23,5 millions de personnes en situation de crise ou pire (Phase 3 ou plus de l'IPC/CH) ou équivalente, y compris dans le sud de Madagascar, où près de 14 000 personnes étaient en situation de catastrophe (Phase 5 de l'IPC) d'avril à septembre 2021 en raison des effets de la sécheresse.

L'impact des catastrophes climatiques sur l'insécurité alimentaire aiguë s'est intensifié depuis 2020, lorsque ces événements ont

¹ Bien que des analyses IPC/CH étaient disponibles dans 41 pays, cinq pays n'avaient aucune population confrontée à l'urgence ou pire (IPC/CH Phase 4 ou plus).

été considérés comme la cause principale de la situation de crise pour 15,7 millions de personnes réparties dans 15 pays. Ces chocs climatiques ont pris plusieurs formes: sécheresse, déficits pluviométriques, inondations et cyclones. Ils se sont avérés particulièrement préjudiciables dans les crises majeures qui ont secoué l'Afrique orientale, centrale et australe, ainsi que l'Eurasie.

La malnutrition dans les pays en crise alimentaire

Les niveaux de malnutrition restent critiques dans les pays affectés par des crises alimentaires résultant d'interactions de multiples facteurs. Ces derniers comprennent notamment une alimentation de mauvaise qualité due à une insécurité alimentaire aiguë et de mauvaises pratiques d'alimentation des enfants, une forte prévalence de maladies infantiles et un accès insuffisant à l'assainissement, à l'eau potable et aux soins de santé.

Bien que les données soient limitées, les analyses effectuées en 2021 montrent que près de 26 millions d'enfants de moins de 5 ans souffraient d'émaciation et nécessitaient un traitement urgent au cours de 23 des 35 crises alimentaires majeures. Plus de 5 millions d'enfants de ce groupe couraient un risque accru de décès en raison d'une émaciation sévère. Dans les dix pays en crise alimentaire comptant le plus grand nombre de personnes en situation de crise ou pire (Phase 3 ou plus de l'IPC/CH) ou équivalente, 17,5 millions d'enfants souffraient d'émaciation.

Déplacements de population en 2021

Les personnes arrachées à leur foyer sont parmi les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire aiguë et à la malnutrition. En 2021, sur les 51 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) dans le monde, près de 49 millions résidaient dans 24 pays/territoires en situation de crise alimentaire. Les sept pays/territoires comptant le plus grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, à savoir la République arabe syrienne, l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, le Yémen, l'Éthiopie, le Nigéria et le Soudan, faisaient également partie des dix plus grandes crises alimentaires en 2021 en termes du nombre de personnes en situation de crise ou pire (Phase 3 de l'IPC/CH ou plus) ou équivalente.

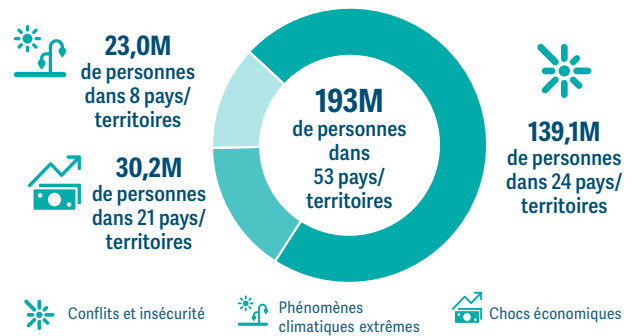
Sur environ 21 millions de réfugiés et 4 millions de demandeurs d'asile dans le monde en 2021, plus de la moitié (environ 12,8 millions de personnes) ont été accueillis dans 51 pays/territoires déjà exposés à une situation de crise alimentaire. Dans ces pays, la combinaison de facteurs tels que les conflits/l'insécurité, la COVID-19, la pauvreté, l'insécurité alimentaire et des conditions climatiques extrêmes a aggravé leur situation humanitaire (HCR, novembre 2021).

Des perspectives sombres pour 2022

La situation devrait s'aggraver en 2022. Dans 41 des 53 pays/territoires que décrit ce rapport, ainsi qu'au Cabo Verde, entre 179 et 181 millions de personnes seront, selon les prévisions, en situation de crise ou pire (IPC/CH Phase 3 ou plus) ou équivalente en 2022.² Aucune prévision n'était disponible au moment de la publication du rapport pour 12 des 53 pays/territoires pour lesquels des prévisions avaient été estimées et communiquées en 2021. Pour la plupart des principales crises alimentaires dans le monde, l'insécurité alimentaire aiguë devrait persister à des niveaux semblables à ceux de 2021, voire augmenter. En raison des conflits, il faut s'attendre à une détérioration majeure de la situation au nord du Nigéria, au Yémen, au Burkina Faso et au

² FEWS NET a fourni une estimation de la fourchette pour quatre pays (Éthiopie, Nicaragua, Ouganda et Zimbabwe) en 2022. Bien que les données pour le Cabo Verde n'étaient pas disponibles en 2021, des données prévisionnelles sont devenues disponibles en 2022.

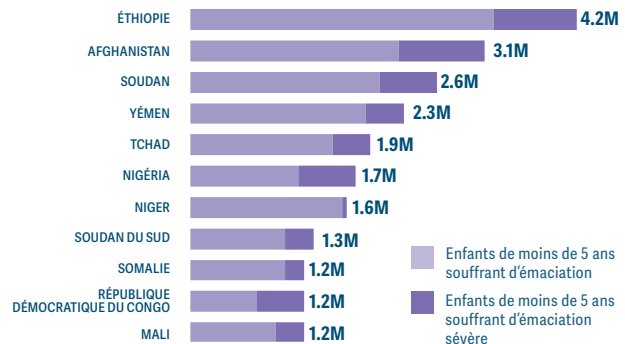
Nombre de personnes en situation de crise ou pire (IPC Phase 3 ou plus) par facteur déterminant en 2021



Note: De nombreuses crises alimentaires sont le résultat de multiples facteurs déterminants. Cette infographie du GRFC est fondée sur le facteur prédominant dans chaque pays/territoire.

Source : FSIN, GRFC 2022.

Pays/territoires comptant plus d'un million d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'émaciation en 2021



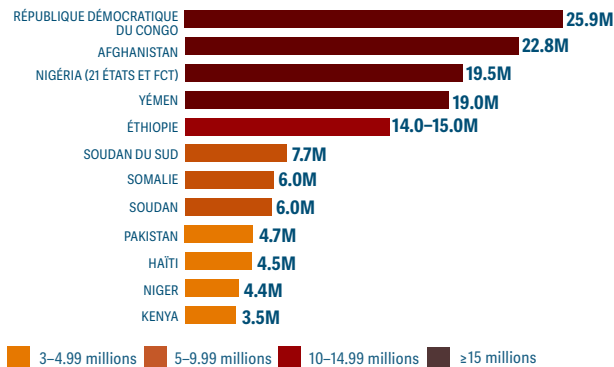
Les données relatives à l'émaciation des enfants en 2021 sont tirées de l'IPC AMN pour le Yémen (février 2021), le Tchad (avril 2021); le Nigéria (décembre 2021); la Somalie (décembre 2021) et le Mali (mars 2022); des HNO (aperçu des besoins humanitaires) pour l'Afghanistan (janvier 2022), le Soudan (décembre 2021), la République démocratique du Congo (février 2022) et du Soudan du Sud (février 2022); et du Global Nutrition Cluster pour l'Éthiopie (septembre 2021) et le Niger (mi-2021).

Source: Global Nutrition Cluster; HNO 2022; IPC AMN 2020-2022.

Niger, mais aussi au Kenya, au Soudan du Sud et en Somalie, résultant en grande partie de l'impact de saisons consécutives de pluies inférieures à la moyenne. Bien que les données sur la sécurité alimentaire pour 2022 ne soient pas disponibles en Ukraine, une augmentation de l'insécurité alimentaire aiguë est probable.

En 2022, environ 329 000 personnes vont être probablement exposées à une situation de catastrophe (Phase 5 de IPC) dans trois pays. Pour la cinquième année consécutive, le Yémen devrait compter des populations en situation de Catastrophe (IPC Phase 5), avec 161 000 personnes devant se trouver en Phase 5 au cours du second semestre 2022 selon le scénario le plus probable. Dans un scénario pire mais moins probable, il y a un risque de famine dans au moins deux districts. Au Soudan du Sud, 87 000 personnes supplémentaires devraient être confrontées à une situation de catastrophe (Phase 5 de IPC) en raison des effets cumulés de conflits ou d'insécurité, d'événements climatiques extrêmes ou encore de difficultés macroéconomiques. En Somalie, une sécheresse prolongée pourrait faire basculer 81 000 personnes dans une situation de catastrophe (Phase 5 de IPC). Bien qu'il ne s'agisse pas du scénario le plus probable, un risque de famine pourrait apparaître en Somalie d'ici à la mi-2022, si les pluies d'avril à juin de la saison du Gu s'avèrent insuffisantes, si le conflit s'intensifie, si la sécheresse augmente les déplacements

Pays/territoires dont on prévoit que plus de 3 millions de personnes seront en situation de crise ou pire (IPC/CH Phase 3 ou plus) ou équivalente.



Source: l'IPC/CH pour tous les pays/territoires à l'exception de l'Éthiopie.

et si les prix alimentaires continuent d'augmenter. Ce risque de famine pourrait également augmenter si l'aide humanitaire n'est pas renforcée et n'atteint pas les populations les plus vulnérables du pays.

Notre défi collectif

L'incidence alarmante de l'insécurité alimentaire aiguë et de la malnutrition met en évidence la fragilité des systèmes alimentaires tant au niveau mondial que local. Ces systèmes sont soumis à une pression croissante en raison de la fréquence et de la gravité accrues des phénomènes climatiques extrêmes, de la pandémie de COVID-19, de l'augmentation des conflits et de l'insécurité, ainsi que de la hausse des prix alimentaires mondiaux. L'évolution de la crise en Ukraine souligne l'interconnexion de ces différents facteurs : non seulement la guerre compromet la sécurité alimentaire des personnes qu'elle affecte directement, mais elle aggrave aussi les défis existants qui pèsent sur des millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans le monde.

Certains pays confrontés à des crises alimentaires sont particulièrement vulnérables aux risques pour les marchés alimentaires que crée la guerre dans la région de la mer Noire, à cause notamment de leur forte dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires, de carburants et d'intrants agricoles et/ou de leur vulnérabilité aux chocs des prix alimentaires mondiaux. Si la communauté internationale a répondu aux appels à une action urgente pour atténuer la famine, le financement mondial de l'aide humanitaire et du développement pour les crises alimentaires ne répond pas

aux besoins croissants. Le financement de l'aide alimentaire humanitaire est en effet en baisse depuis 2017, et il est aujourd'hui très insuffisant à cause du ralentissement économique induit par le COVID-19 et de la priorité accordée à la réponse de santé publique à la pandémie.

La voie à suivre

La communauté internationale doit anticiper et agir pour atténuer une aggravation des conséquences pour ceux qui connaissent déjà les plus hauts niveaux d'insécurité alimentaire aiguë, ainsi que pour ceux qui sont en situation de stress alimentaire. Plus que jamais, la situation exige une action à grande échelle pour protéger les vies et les moyens d'existence et soutenir des systèmes et une production alimentaires durables là où ils sont le plus nécessaires.

Dans des contextes où les disponibilités alimentaires sont limitées par la réduction des importations et où l'accès à la nourriture est restreint par la hausse des prix et la réduction de l'aide alimentaire humanitaire, le soutien aux agriculteurs est devenu crucial pour qu'ils augmentent leur productivité et améliorent leur accès aux marchés. Il faut également soutenir les communautés rurales pour qu'elles diversifient leurs moyens d'existence et renforcent leur résilience aux chocs.

La communauté internationale doit mobiliser les investissements et la volonté politique nécessaires pour s'attaquer collectivement aux causes et aux conséquences de l'escalade des crises alimentaires dans une perspective humanitaire, de développement et de paix. L'urgence de cette action continuera probablement de croître dans les mois et années à venir, sous l'effet des impacts directs et indirects de la crise ukrainienne.

Le GRFC est un guide puissant pour les décideurs de la communauté internationale. Même si ce rapport démontre une amélioration de la qualité globale des données, il n'en reste pas moins que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour améliorer la couverture, la qualité et la rapidité de la collecte et de l'analyse des données. Il est en effet essentiel de disposer de données et d'informations sur la sécurité alimentaire et la nutrition qui soient de haute qualité et disponibles en temps opportun pour garantir que l'analyse de la situation identifie non seulement les résultats, mais aussi les déterminants majeurs de la faim, afin d'assurer une réponse ciblée et intégrée.

Bien que tous les partenaires s'accordent largement sur les données et informations présentées dans ce rapport, les analyses de FEWS NET suggèrent que la population nécessitant une aide alimentaire d'urgence en 2021 était inférieure aux estimations de l'IPC pour la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, Haïti, Nigeria, le Soudan et le Yémen et supérieure aux estimations de l'IPC pour le Zimbabwe.

Contacts ✉ fsin-secretariat@wfp.org 🌐 www.fsinplatform.org/www.fightfoodcrises.net 🐦 @FSIN_News / @fightfoodcrises

Cette initiative est entreprise par le Global Network Against Food Crises (Réseau mondial contre les crises alimentaires). Le travail du FSIN a été possible grâce au généreux soutien de l'Union européenne et de l'USAID.

